



Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

EVALUATIONWORKS! 2016

Dans la période de programmation actuelle 2014-2020, le Helpdesk Évaluation a davantage mis l'accent sur le renforcement des capacités dans les États membres via le lancement d'EvaluationWORKS!, qui constitue une plateforme intégrale d'échange et d'apprentissage pour l'ensemble des parties prenantes de l'évaluation.



Le Helpdesk Évaluation fournit les méthodes globales et le matériel pour les formations EvaluationWORKS!, et chaque événement est offert dans un format plurimodulaire qui sera adapté au groupe cible, au niveau de capacité et au contexte spécifiques de chaque État membre et organisé dans la langue locale.

En 2016, 2 modules ont été offerts pour l'événement annuel de renforcement des capacités EvaluationWORKS! 2016:

1. « Préparation à l'établissement du rapport sur l'évaluation dans le RAMO présenté en 2017 »
2. « Évaluation de LEADER/CLLD »¹.

Entre octobre 2016 et mars 2017, 23 formations dans 24 États membres ont été offertes pour le premier module « Préparation à l'établissement du rapport sur l'évaluation dans le RAMO présenté en 2017 »².



ACTUALITÉS

PRÉPARER L'ÉVALUATION DE L'INNOVATION

PAGE 8



BONNES PRATIQUES

QUATRIÈME ATELIER DE BONNES PRATIQUES

PAGE 12



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

ÉVALUATIONS À L'ÉCHELLE LOCALE

PAGE 14



ÉVÉNEMENTS

CALENDRIER QUOI DE NEUF?

PAGE 15

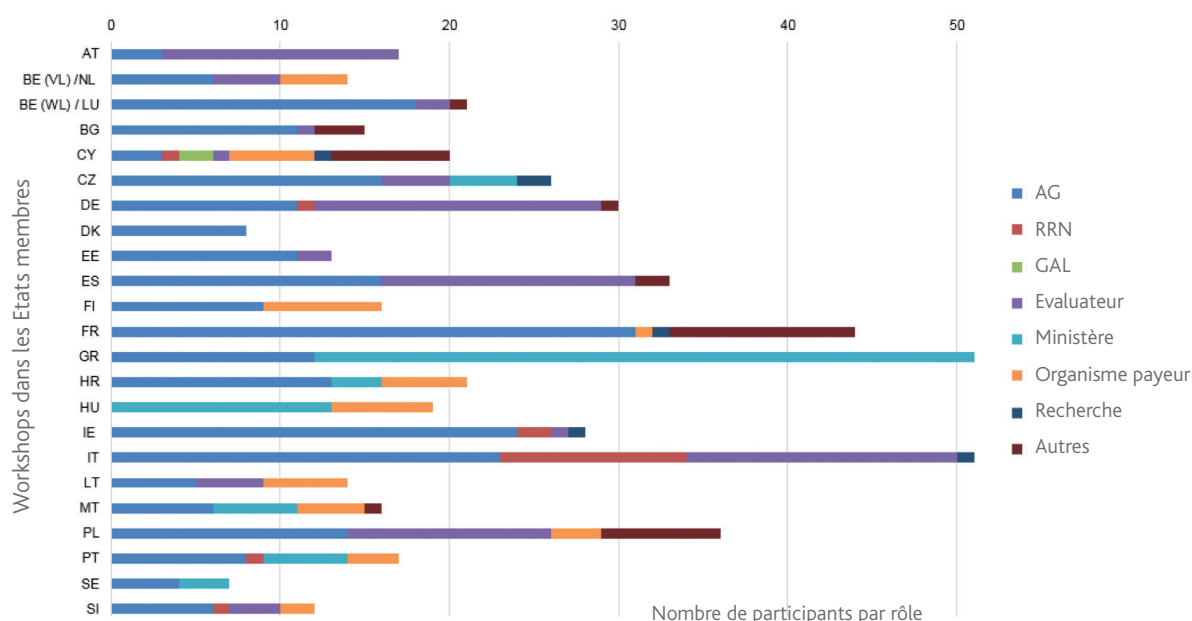
Les objectifs étaient de:

- Préciser l'objet et les exigences de l'évaluation à l'échelle du PDR et de l'UE.
- Examiner les questions relatives à l'évaluation des résultats du PDR, calculer les contributions primaires et secondaires et répondre aux questions d'évaluation communes.
- Fournir des informations sur les enjeux spécifiques de l'évaluation en cas de faible ou non-utilisation des PDR ou lorsqu'il s'agit de petits programmes.
- Aider à bien remplir le modèle du SFC pour les RAMO présentés en 2017 (chapitre 7).

Les formations EvaluationWORKS! 2016 ont attiré environ 530 participants jusqu'à présent. Le groupe de participants le plus important a été celui des autorités de gestion (50 %), suivi des évaluateurs (17 %) et des représentants des ministères (15 %).

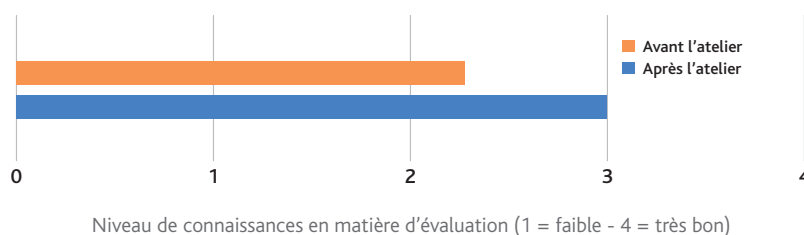
Cinq événements de renforcement des capacités (un événement organisé conjointement, deux événements multirégionaux et deux événements avec un seul PDR) visent à mettre en évidence les différentes approches utilisées pour réaliser les événements de renforcement des capacités, dont le module choisi est le module un. >

Participants aux workshops EvaluationWORKS! 2016



Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural, 2017

Compréhension des sujets d'évaluation par les participants avant et après EvaluationWORKS! 2016



1. Le second module, « Évaluation de LEADER/ CLLD », sera lancé au début 2017 en Slovaquie, en Lettonie, en Roumanie et au Royaume-Uni.
2. La Belgique-Wallonie/Luxembourg et la Belgique-Flandre/Pays-Bas ont choisi d'organiser conjointement les événements de renforcement des capacités.

Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural, 2017





« Pour réaliser une bonne évaluation, il est nécessaire d'examiner la stratégie du programme (théorie de l'action) ainsi que son suivi (données et indicateurs) afin d'être en mesure de répondre aux questions d'évaluation. Tout le monde doit participer! »

JACQUES CARRILLO (EXPERT GÉOGRAPHIQUE)



DATE DU WORKSHOP:

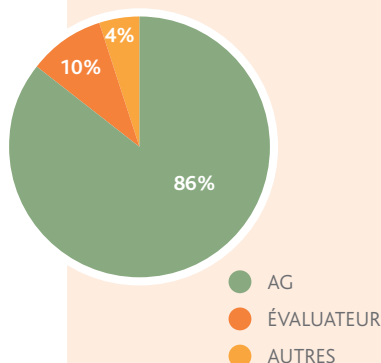
10/01/2017

LOCALISATION:

Autorité de gestion de Belgique-Wallonie

Service public de Wallonie -
Direction générale Agriculture,
Ressources naturelles et Environnement

La formation a été menée sous la forme de questions et de réponses entre les participants et l'expert géographe. Les participants ont souligné l'importance de définir les rôles et les responsabilités de chaque partie prenante (ex.: autorité de gestion, responsables des mesures, évaluateurs). En outre, une vue d'ensemble claire du travail de collecte des données a été présentée. Les participants ont indiqué que le renforcement du travail en réseau et le partage des difficultés et des bonnes pratiques entre les pays pourraient être utiles pour relever certains défis.



Que doit-on prendre en considération dans la gestion des données pour l'évaluation?

« Il est important d'avoir une vision stratégique de la gestion des données. Le plan de gestion des données doit être structuré sur les liens entre les: « Questions d'évaluation - Critères - Indicateurs - Sources »... Ce plan doit être défini par l'ensemble des parties prenantes afin de collecter les données, de contribuer à l'analyse et de partager les résultats. »

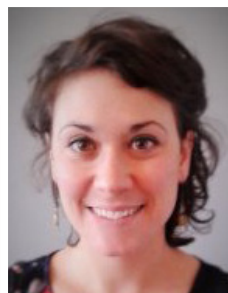
« Nous nous sommes rendu compte de l'importance fondamentale de la phase de préparation du processus d'évaluation: Revenir à la logique d'intervention de toutes les mesures de soutien et vérifier la cohérence avec les éléments du CCSE. Il est essentiel de réaliser cette activité avec les organismes chargés de la mise en œuvre afin qu'ils comprennent la raison de la mesure et l'utilité des indicateurs et de les convaincre de participer au processus d'évaluation. »

GRÉGORY HENRARD (AUTORITÉ DE GESTION, BELGIQUE-WALLONIE)

« La session avec les représentants de l'Autorité de gestion wallonne sur l'élaboration du RAMO 2017 nous a tous beaucoup intéressés. Les parties intéressées ont appris de première main quel est l'avantage du suivi et de l'évaluation, comment ils sont organisés dans le CCSE et pourquoi il est important d'être bien préparé pour la présentation du RAMO en 2017. La collaboration des autorités de gestion de différents pays à cette occasion a accru la valeur des expériences échangées. »

JEFF DONDELINGER (AUTORITÉ DE GESTION, LUXEMBOURG)





« Les activités ont porté sur le RAMO qui sera présenté en 2017 et ont permis à chaque autorité de gestion de définir et de mettre à l'épreuve son système de réponse aux questions d'évaluation et de recueillir des données sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires pour les tâches d'évaluation ultérieures, notamment en 2019. »

MATHILDE VUKOVIC (EXPERT GÉOGRAPHIQUE)



DATE DU WORKSHOP:

16/12/2016

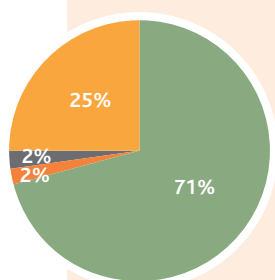
LOCALISATION:

Bureau Coordination du développement rural

Ministère de l'agriculture,
de l'alimentaire et de la forêt

Direction générale de la performance
économique et environnementale
des entreprises

Les participants ont partagé leurs expériences quant à leur préparation et certaines difficultés du RAMO qui sera présenté en 2017. Tout d'abord, afin de faciliter l'établissement du rapport sur l'évaluation en 2017, les évaluateurs ont été chargés d'élaborer, à l'échelle nationale, une méthodologie et un système communs de réponse aux questions d'évaluation 1 à 21 et de calculer et de superviser les indicateurs de résultat du CCSE. Ce niveau de référence national pour l'évaluation sert de point de départ pour l'ensemble des autorités de gestion françaises. De nombreuses autorités de gestion ont déjà commencé la procédure d'appel d'offres, tandis que d'autres envisagent de réaliser ces évaluations en leur sein par l'intermédiaire d'un organisme fonctionnellement indépendant. Toutefois, deux défis de taille se sont présentés: (1) l'utilisation des programmes régionaux est faible et, en moyenne, peu d'activités ont été achevées (pour lesquelles les paiements ont été effectués), en partie à cause du retard dans l'autorisation et la mise en œuvre des programmes; (2) les systèmes informatiques de collecte des données sur les activités sont en cours de développement, c'est-à-dire que les autorités de gestion ne disposent pas des données pertinentes aux fins d'évaluation et de suivi.



- AG
- ORGANISME PAYEUR
- RECHERCHE
- AUTRES

Dans quelle mesure les deux études de cas et le partage des expériences entre les autorités de gestion régionales dans l'élaboration du prochain RAMO ont-ils contribué au débat?

« Les présentations des deux autorités de gestion régionales (Bourgogne et Auvergne-Rhône-Alpes) ont mis en évidence différentes approches possibles pour l'élaboration du prochain RAMO (ex.: engager des évaluateurs pour poursuivre le développement du système afin de répondre aux questions d'évaluation communes ou réaliser l'évaluation en interne, sur la base du niveau de référence national établi à la mi-2016). Les études de cas ont soulevé plusieurs questions, telles que la gouvernance des activités de S&E, le lien entre le CCSE et les besoins pour la mise en œuvre des évaluations des PDR, ou les implications de la recherche et des universités ».

« L'événement EvaluationWORKS! a rassemblé les parties prenantes participant à l'élaboration des RAMO 2017 (les autorités de gestion françaises, leur autorité de coordination, les évaluateurs, la Commission européenne et le Helpdesk Évaluation).

Cet événement a également permis d'examiner l'état des connaissances actuelles en matière d'évaluation (données, indicateurs, définition et quantification des effets secondaires, etc.) ».

MARC LONGHI (AUTORITÉ DE GESTION, FRANCE)





« L'identification et la quantification des contributions secondaires impliquent plusieurs défis tels que la question de savoir quand et comment elles devraient être évaluées, ce qu'il en est si elles sont prévues dans le programme mais ne se sont pas concrétisées ou ce qu'il se passe si elles ne sont pas envisagées lors de la programmation mais apparaissent au cours de la mise en œuvre. »

MARILI PARISSAKI (EXPERT GÉOGRAPHIQUE)



DATE DU WORKSHOP:

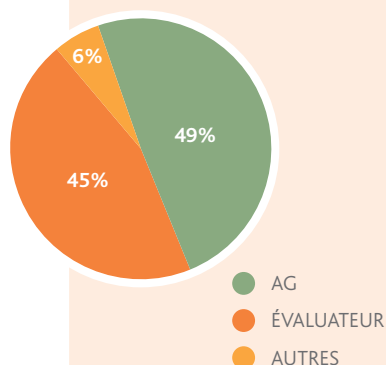
24/11/2016

LOCALISATION:

Ministère de l'Agriculture et de la pêche,
de l'Alimentation et de l'Environnement

Direction générale du développement rural
et de la politique forestière

Les participants ont mis en évidence un certain nombre d'enseignements de la période de programmation en ce qui concerne la gouvernance, les données et les méthodes utilisées. Du point de vue de la gouvernance, les participants ont indiqué qu'il était essentiel que les systèmes soient en place pour permettre une transition sans heurts lorsque des changements interviennent dans la gestion des unités ou du personnel, afin de prévenir la perte d'informations et de connaissances. Le renforcement de la coordination entre les évaluateurs et les responsables des mesures ainsi que les services statistiques est important pour réaliser des évaluations solides (ex. : en utilisant des scénarios contrefactuels). En matière de données, les participants ont indiqué qu'une actualisation est nécessaire, en particulier au plan régional. En outre, les données pour les indicateurs de réalisation ont été fournies a posteriori, ce qui a causé des problèmes dans le calcul des niveaux de référence. Enfin, l'importance des données et de l'expertise en matière d'analyse des données pour les méthodes quantitatives et qualitatives a été soulignée, car les méthodes qualitatives peuvent nécessiter un soutien quantitatif.



Pourquoi a-t-il été décidé de mettre en évidence la question d'évaluation commune n° 4 dans l'un des exercices?

« Cette question a été choisie parce qu'elle inclut l'indicateur de résultat complémentaire n° 2 « Modification de la production agricole sur des fermes/des UTA soutenues », qui impose le calcul des valeurs nettes et l'utilisation de scénarios contrefactuels. Ce calcul et d'autres indicateurs similaires représentent l'un des principaux enjeux de l'évaluation recensés par les participants ».

« L'événement EvaluationWORKS! a rassemblé un large éventail de parties prenantes de l'évaluation. Différents aspects de l'événement, tels que l'organisation, la pertinence des présentations interactives, des exercices pratiques et de la prise de contact, l'adaptation aux besoins et aux connaissances des participants, ont stimulé l'intérêt et l'implication des participants dans l'ensemble des sessions... La session a complété les formations nationales déjà organisées et a également facilité la coordination entre les parties intéressées... En outre, elle a contribué à attirer l'attention sur la nécessité de définitions communes de certains termes, tels que les bénéficiaires, les indicateurs spécifiques et supplémentaires, ainsi que sur le besoin de clarifier les différentes sections des propositions de fiches présentées par la Commission européenne afin de répondre aux questions d'évaluation communes (Annexe 11) ».

PAULA MARÍA RODRÍGUEZ ANDREU (AUTORITÉ DE GESTION, ESPAGNE)





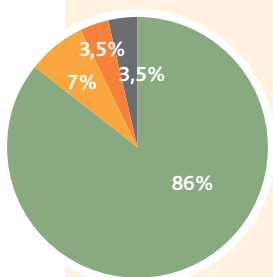
« Le RAMO 2017 marque une étape importante dans le cheminement d'apprentissage, du suivi à l'évaluation. »

BILL SLEE (EXPERT GÉOGRAPHIQUE)

DATE DU WORKSHOP:
18/01/2017

LOCALISATION:
L'Autorité de gestion irlandaise
Département de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Marine

Les participants à cet atelier ont compris que le RAMO 2017 vise à jeter les bases de meilleures évaluations pour les futurs RAMO. La question de savoir comment traiter les contributions secondaires a été l'un des éléments au cœur des discussions. Les participants ont reconnu que l'organisation d'ateliers d'experts réunissant des évaluateurs et des scientifiques était susceptible d'apporter une réponse à cette question car ces ateliers leur permettraient de collaborer sur ces sujets, contribuant à la réalisation d'évaluations plus solides (ex. : l'utilisation de scénarios contrefactuels).



- AG
- RRN
- ÉVALUATEUR
- RECHERCHE

Qu'est-ce que le PDR irlandais a de spécial et quels sont les défis de l'évaluation?

« Le Beef Data and Genomics Programme constitue une approche innovante pour lutter contre les émissions élevées de gaz à effet de serre issues du secteur bovin, très développé en Irlande, mais il entraîne également de nombreux effets secondaires dans d'autres domaines prioritaires qui requièrent l'attention de l'évaluateur ».

« L'aspect fondamental de l'événement de formation du point de vue de l'autorité de gestion irlandaise était d'attirer l'attention des divisions de mise en œuvre sur la différence entre la collecte de données à des fins d'évaluation et la collecte à des fins de suivi. Dans ce contexte, il a été particulièrement utile d'illustrer la connexion entre les domaines prioritaires, la logique d'intervention, les QEC et les critères d'appréciation... La quantification des réalisations du programme via l'évaluation des indicateurs de résultats et les QEC est au cœur de l'effort d'évaluation en 2017. Cependant, il a été convenu qu'il pouvait être difficile d'établir un effet causal définitif pour chaque intervention. En conséquence, il est important que l'intervention soit claire et bien définie et que les données des indicateurs supplémentaires soient disponibles pour contribuer à l'évaluation. Étant donné les difficultés liées à la détermination de l'impact des interventions, à ce stade précoce de la mise en œuvre, l'idée de mesurer les résultats plutôt que les impacts est une ambition beaucoup plus réaliste pour le RAMO 2017 ».

MICHAEL GLEESON (AUTORITÉ DE GESTION, IRLANDE)





« L'un des principaux objectifs de l'événement de formation était de rassembler les parties prenantes - d'examiner, d'identifier et de combler toute lacune susceptible de freiner la réalisation d'une évaluation efficace. »

STEPHANIE VELLA (EXPERT GÉOGRAPHIQUE)



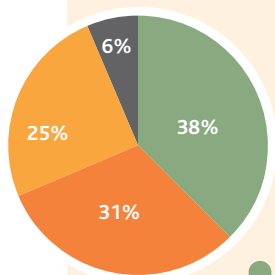
DATE DU WORKSHOP:

02/12/2016

LOCALISATION:

L'Autorité de gestion maltaise
Ministère des affaires européennes
et de la mise en œuvre du manifeste
électoral (MEAIM)

Les participants ont partagé les principaux enseignements de la période de programmation précédente, qui portaient principalement sur la collecte et la gestion des données. Ils ont souligné la nécessité d'une plateforme commune pour le partage des données, mises à la disposition de l'ensemble des acteurs, et le besoin de clarté en ce qui concerne la propriété des données. Les participants ont proposé de constituer un comité de pilotage suffisamment large et représentatif, afin de garantir la collecte et la diffusion des données en temps utile. Le rôle de ce comité de pilotage serait d'assurer la communication et la coordination entre les différentes parties prenantes. Afin d'atteindre ces objectifs, les autorités de gestion peuvent formuler un cadre de gestion des données afin de saisir les données requises à tous les stades (demande, contrat, paiement, contrôle et ex-post) et de fournir la formation nécessaire pour garantir la compétence des personnes dans l'interprétation des données et la mise en œuvre des mesures.



- AG
- MINISTÈRE
- ORGANISME PAYEUR
- AUTRES

Quelles ont-été les principales réalisations de la formation?

« Le renforcement des moyens de communication entre les parties prenantes - cela a permis de reconnaître les enjeux et, surtout, d'identifier les solutions éventuelles, telles que la constitution d'un comité de pilotage de l'évaluation, qui pourrait réunir les parties prenantes à intervalles réguliers ».

« L'atelier organisé par le Helpdesk Évaluation a permis de réunir plusieurs parties prenantes et d'examiner les exigences d'évaluation pour les prochaines activités d'évaluation. Cet atelier a été utile parce que:

- Les ressources sont limitées et les données doivent être collectées auprès de plusieurs entités; par conséquent, cet atelier a offert une occasion unique d'identifier différentes méthodes de collaboration.
- Il a aidé les autorités de gestion à mieux comprendre les exigences de suivi et d'évaluation ».

KENNETH SCICLUNA (AUTORITÉ DE GESTION, MALTE)



Le Helpdesk Évaluation prévoit d'organiser la prochaine série de formations EvaluationWORKS! au début de l'automne 2017 et examine actuellement les thèmes des formations. Le Helpdesk Évaluation accueille favorablement toutes les suggestions relatives aux futurs thèmes de formation et demande d'envoyer toutes les observations à l'adresse: info@ruralevaluation.eu



PRÉPARER L'ÉVALUATION DE L'INNOVATION DANS LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RURAL 2014-2020



Promouvoir l'innovation dans la politique de développement rural 2014-2020

La croissance intelligente est l'une des priorités de la stratégie UE 2020 et vise à améliorer les résultats de l'UE dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de l'innovation et de la société numérique. La croissance intelligente par la recherche et l'innovation facilite la création de nouveaux produits et services qui génèrent de la croissance, des emplois et contribuent à relever les défis sociaux.

La politique agricole commune (PAC) joue un rôle crucial en contribuant à la croissance intelligente. La réalisation des trois objectifs de la PAC requiert la création, le partage et la mise en œuvre de nouvelles connaissances, technologies et de nouveaux produits, ainsi que de nouvelles méthodes d'organisation des systèmes. La PAC

met l'accent sur le développement de l'innovation afin d'atteindre plus pleinement ces objectifs.

L'innovation est l'un des objectifs transversaux de la politique rurale qui doivent être abordés par des interventions mises en œuvre dans le cadre des programmes de développement rural et auxquels toutes les priorités du développement rural doivent contribuer³.

Outre ces mesures, l'innovation peut également être renforcée par les activités des réseaux ruraux nationaux (RRN), ainsi que par d'autres mesures de développement rural (ex. : services de base et rénovation rurale, investissements dans les biens d'équipement, etc.) si les bénéficiaires des PDR en décident ainsi via les critères de sélection de leurs projets.



Évaluer l'innovation afin de soutenir la réalisation des objectifs de l'UE

Trois justifications principales sous-tendent l'évaluation des interventions visant à cultiver l'innovation: (1) la nécessité de responsabilité et de transparence dans les politiques, (2) pour cibler efficacement le soutien (3) pour fournir les moyens d'un apprentissage commun.

La responsabilité des interventions de développement rural impose la présentation des réalisations et des progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs stratégiques. La responsabilité est assurée en évaluant si les ressources dépensées sont utilisées de la façon la plus efficace et efficiente. Les évaluations peuvent aider à comprendre où et quand des interventions innovantes contribuent à la réalisation des objectifs liés aux domaines prioritaires des PDR et des objectifs thématiques de la stratégie UE 2020. La mise en évidence de ces objectifs est liée à l'évaluation des réalisations en vue d'atteindre l'objectif transversal d'innovation et l'objectif Priorité de l'Union 1 - « Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans l'agriculture, la sylviculture et les zones rurales dans le cadre du développement rural ».

L'évaluation de l'innovation peut aider les parties prenantes à cibler le soutien de façon plus efficace et efficiente en vue de la réalisation des objectifs stratégiques du programme. Les conclusions sur lesquelles débouchent les activités d'évaluation (SWOT et évaluations des besoins) visent à faciliter l'identification des bénéficiaires, des territoires, des activités, des coûts et des budgets les plus pertinents. Les responsables politiques peuvent ensuite utiliser les mesures et instruments les plus appropriés pour garantir la réalisation efficace et efficiente des interventions afin de servir les intérêts de ces bénéficiaires.

L'évaluation peut cultiver un processus d'apprentissage commun entre les parties prenantes afin de mettre en œuvre l'innovation. La réussite ou l'échec d'une intervention visant à stimuler l'innovation sert de processus d'apprentissage commun

essentiel au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes dans le processus d'échange des connaissances.

Éléments d'évaluation communs de l'innovation dans le cadre juridique

Le cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) comprend des questions d'évaluation communes (QEC), des critères d'appréciation et des indicateurs pour l'évaluation de l'innovation:

- **Objectifs des domaines prioritaires:** L'innovation est comprise dans deux objectifs des domaines prioritaires 1A et 1B⁴ et dans l'objectif Priorité de l'Union 1 « Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans l'agriculture, la sylviculture et les zones rurales ». Deux QEC (QEC 1 et QEC 2) sont liées à ces domaines prioritaires et rendent bien compte des contributions des interventions du point de vue des réalisations attendues et des résultats.
- **Objectifs stratégiques globaux:** La QEC (QEC 21) porte sur d'autres aspects du PDR, en rendant compte des réalisations attendues et des résultats obtenus par les RRN et de leur rôle dans la promotion de l'innovation⁵. La QEC 30 évalue l'innovation comme objectif transversal à l'échelle du PDR et la QEC 23 est liée à la réalisation du grand objectif de l'UE.

Les principales périodes de rapport sur l'innovation correspondent au RAMO 2017, 2019 et à l'évaluation ex post. Chacune de ces évaluations, à commencer par le RAMO présenté en 2017, s'appuie sur la précédente et devient de plus en plus exhaustive. Ce processus est décrit à la figure 1, qui montre les QEC auxquelles il faut répondre dans le cadre de chaque RAMO et qui se développent progressivement tout au long du processus pour déboucher sur l'évaluation ex post finale.

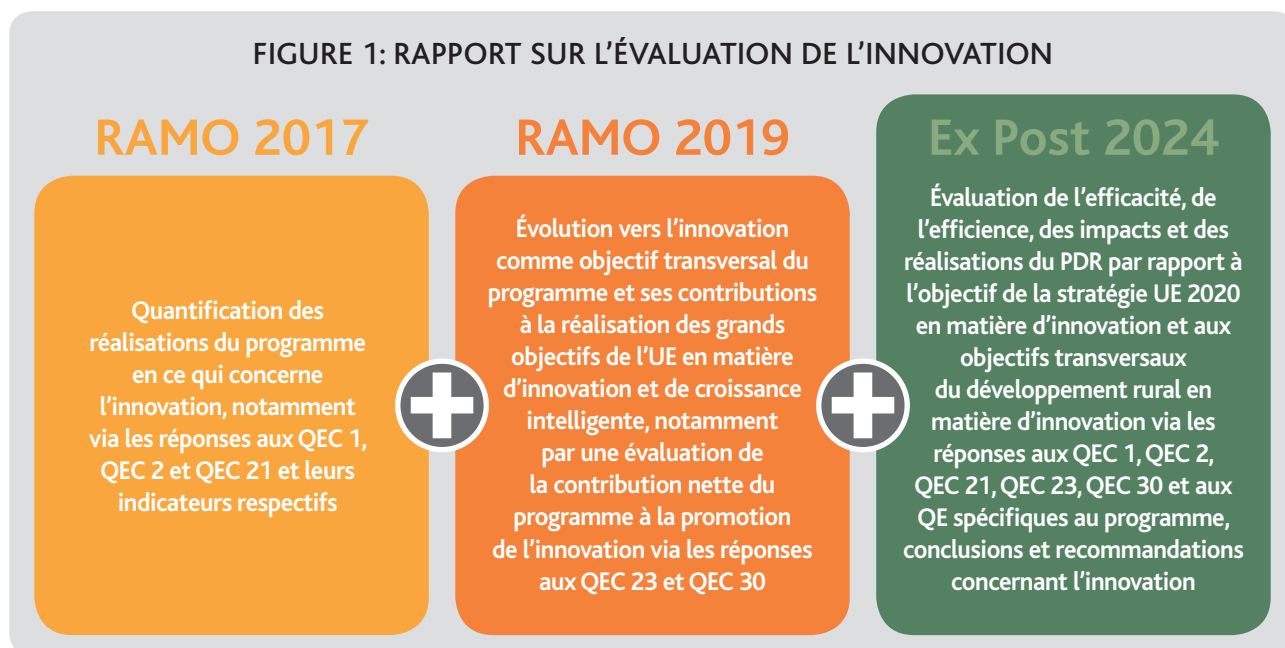
Mise en place du groupe de travail thématique sur l'évaluation de l'innovation

Afin d'aboutir à une compréhension commune des éléments nécessaires à l'évaluation de l'innovation et d'orienter les parties prenantes dans l'élaboration d'informations essentielles pour





FIGURE 1: RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DE L'INNOVATION



Source: Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural, 2017

répondre aux QEC, le Helpdesk Évaluation a créé le groupe de travail thématique « Évaluation de l'innovation dans les PDR 2014-2020 ». Les principales conclusions de ce groupe de travail prendront la forme d'un document d'orientation non contraignant, convivial, établi en collaboration avec des experts de l'évaluation issus des États membres, des membres du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC, des fonctionnaires de la DG AGRI, le point de service du PEI et le Helpdesk Évaluation. Les lignes directrices représenteront une source utile de connaissances en présentant des études de cas et des outils pratiques à l'intention des fonctionnaires et de la communauté d'évaluation dans les États membres, afin de les soutenir dans l'évaluation de l'innovation.

Ces lignes directrices viseront à aider:

- Les autorités de gestion à élaborer les informations nécessaires pour les évaluations;
- Les évaluateurs à répondre aux questions d'évaluation communes et aux questions d'évaluation spécifiques aux programmes des PDR; et
- D'autres parties prenantes (groupes opérationnels, RRN et GAL) qui peuvent contribuer aux activités d'évaluation.

Les lignes directrices seront publiées au second semestre 2017 et refléteront le cadre juridique commun de l'UE, ainsi que les différents besoins des parties prenantes dans les États membres dans l'élaboration, la réalisation et la communication de l'évaluation de l'innovation. ■

3. Article 5 du règlement (UE) N° 1305/2013.

4. Art. 5(1)(a) et (b) du règlement 1305/2013

5. Selon les termes de l'objectif (d) de l'article 54(2) « favoriser l'innovation dans le secteur de l'agriculture, de la production alimentaire et de la foresterie ainsi que dans les zones rurales. »



LIGNES DIRECTRICES ALLEMANDES POUR L'AUTO-ÉVALUATION DU GROUPE D'ACTION LOCALE

Anke Wehmeyer, du réseau rural national allemand (Deutsche Vernetzungsstelle Ländliche Räume) a présenté les lignes directrices élaborées et utilisées en Allemagne pour l'auto-évaluation du groupe d'action locale (GAL) lors de la 10^e réunion du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC, qui s'est tenue à Bruxelles le 18 novembre 2016 et à laquelle ont participé des représentants de la Commission européenne et des États membres.



Anke Wehmeyer a expliqué que les lignes directrices allemandes relatives à l'auto-évaluation ont été élaborées afin d'aider les GAL à :

- mieux connaître leurs objectifs;
- communiquer leurs réussites; et
- formuler des objectifs concrets, réalistes et ambitieux.

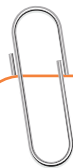
Les lignes directrices allemandes contiennent essentiellement 19 méthodes d'auto-évaluation, dont la présentatrice a indiqué qu'il était envisageable de les appliquer à d'autres États membres. Les lignes directrices allemandes portent sur trois domaines d'auto-évaluation.

- Contenu et stratégie
- Processus et structure
- Tâches de gestion des GAL

Un tableau présente les méthodes selon le domaine d'auto-évaluation, la complexité et le ou les types de soutien nécessaire pour permettre aux GAL de déterminer aisément les méthodes les plus viables.

Anke Wehmeyer a souligné que la publication de ces lignes directrices n'était pas suffisante en soi et que la formation des GAL restait essentielle. Des ateliers de renforcement des capacités sont organisés pour former les GAL aux moyens d'utiliser efficacement ces lignes directrices et permettre de clarifier les méthodes et la présentation des études de cas. Ce processus vise à mettre la théorie en pratique. Une enquête menée auprès de 52 représentants de GAL a abouti à la conclusion que ces lignes directrices avaient été globalement utiles pour leur travail ; certaines personnes ont néanmoins indiqué qu'elles les avaient rarement utilisées car elles n'avaient pas encore débuté leurs activités d'évaluation.

La présentation a abouti à la conclusion que, en Allemagne, le lien entre les activités d'auto-évaluation des GAL et l'évaluation de LEADER/CLLD à l'échelle du PDR se développe encore. Toutefois, malgré des difficultés globales, grâce à l'utilisation de ces lignes directrices, les GAL seront à l'avenir en mesure de mieux comprendre et réaliser les auto-évaluations, au bénéfice de l'ensemble des évaluations d'une manière générale.



Pour en savoir plus (texte en allemand)
sur les lignes directrices allemandes
relatives à l'[auto-évaluation des GAL](#)



QUATRIÈME ATELIER DE BONNES PRATIQUES: 5 - 6 DÉCEMBRE, BORDEAUX, FRANCE

Le 4^e atelier de bonnes pratiques, « Gestion ciblée des données pour une évaluation factuelle des PDR 2014-2020 » a été organisé par la Région Nouvelle Aquitaine les 5-6 décembre 2016 à Bordeaux (France).

Cet atelier a servi de forum pour les autorités de gestion, les organismes payeurs, les représentants des GAL, les fournisseurs de données et les évaluateurs, pour:

- **examiner les approches** de la gestion des données dans les PDR 2014-2020 ;
- **procéder à un échange de vues sur la disponibilité et la qualité** des données à utiliser pour le rapport annuel sur la mise en œuvre qui sera présenté en 2017 et au-delà ;
- **examiner les lacunes potentielles** dans les données et les goulets d'étranglement dans la gestion des données afin de trouver des solutions pour y remédier.

Des études de cas en France, en Finlande, en Italie, en Autriche et au Danemark ont été présentées à l'échelle des PDR et des GAL.

L'atelier a souligné que la **disponibilité et la qualité des données** sont essentielles à la réalisation d'évaluations factuelles des effets du programme. Il convient de collecter des données adéquates

afin d'**appliquer des méthodes d'évaluation solides** permettant d'évaluer de manière suffisante les interventions des PDR et d'identifier leurs effets nets.

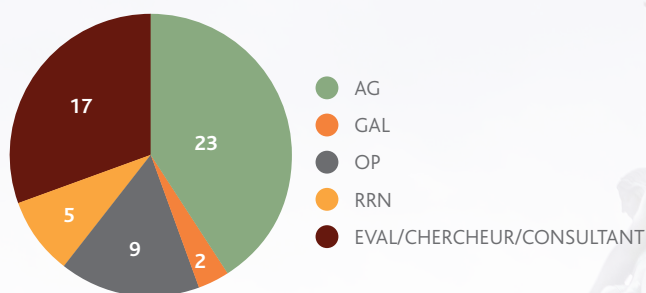
En outre, les participants ont reconnu que l'élaboration de leur propre **stratégie de gestion des données**, qui garantit des ressources financières et humaines suffisantes et améliore la mise en œuvre des exigences légales minimales, pourrait permettre une gestion plus **efficace et rentable** des données pour leur PDR.

En ce sens, les systèmes de suivi devraient **mettre à profit les expériences passées** et être **intégrés à d'autres bases de données** afin d'être adaptés à l'objet de l'évaluation en temps utile. Parallèlement, la **coopération** entre les fournisseurs de données (les organismes payeurs, les instituts de statistique, etc.) et les utilisateurs de données (autorités de gestion, GAL et évaluateurs) doit être assurée.

« Un thème très actuel »

Autorité de gestion – Lituanie





Principales recommandations

- [Le plan d'évaluation](#) constitue un bon point de départ lors de l'élaboration d'une stratégie individuelle de gestion des données. Afin de mettre en œuvre efficacement la stratégie élaborée, il est essentiel de prévoir des ressources **humaines et financières** suffisantes tout au long de la période de programmation **afin d'éviter les restrictions**. Mettre à profit les expériences passées en **associant toutes les parties intéressées** (y compris l'évaluateur) est un élément crucial de l'élaboration de solutions informatiques rentables (ex.: administration en ligne);
- [Le cas finlandais](#) renforce l'idée selon laquelle **l'accord et la coopération** entre toutes les parties intéressées à la gestion des données représentent un facteur déterminant de la réussite du système de gestion des données. L'établissement d'une compréhension commune des définitions et l'engagement des fournisseurs de données à collecter des données de haute qualité auprès des bénéficiaires permettront de réaliser des évaluations plus solides. En outre, comme il ressort des groupes de travail, des prestations non monétaires aux bénéficiaires afin de renforcer leur sensibilisation et leur engagement pourraient faciliter la création de groupes de contrôle à des fins d'analyse contrefactuelle fiable.
- Bien que les systèmes de gestion des données doivent être **conformes aux prescriptions légales**, il est important de définir une **approche adaptée aux besoins**, qui soutienne une évaluation appropriée du PDR. Comme le souligne le cas du [système PROMIS](#) (DK), la mise au point d'un système distinct, comprenant des indicateurs spécifiques, est fondamentale pour l'évaluation de LEADER/CLLD et de ses contributions au programme;
- Les systèmes de gestion des données qui prennent en charge les **mégadonnées** nécessitent un **personnel qualifié**. Ces membres du personnel requièrent une formation continue afin de se familiariser avec les nouveaux logiciels. La planification à long terme est essentielle pour garantir la présence d'un personnel suffisant et permettre des solutions rentables. Les présentations du [système autrichien ÖPUL](#) et du [PDR de Toscane](#) ont mis en évidence cet aspect crucial;
- Afin de garantir une évaluation factuelle du PDR, **l'intégration** de l'ensemble des bases de données et la garantie de leur **accès public** au moyen de **logiciels libres et publics** et des **nouvelles technologies** faciliteront la réalisation d'évaluations satisfaisantes en temps utile. [Le système élaboré en France](#) tient



compte de ces principes importants. L'intégration proposée de différentes bases de données peut impliquer l'adoption par tous les organismes compétents (autorités de gestion, fournisseurs de données, établissements de recherche, etc.) des règles relatives à la confidentialité des données ou de solutions techniques.

« En tant qu'évaluateur, cet atelier a été très utile pour mes activités d'évaluation, parce que j'ai reçu de très bons conseils sur les moyens de constituer et de gérer efficacement des données pour des évaluations factuelles, notamment en ce qui concerne LEADER et les GAL... Les principales leçons que je tirerai de cet atelier seront liées aux moyens d'utiliser l'analyse contrefactuelle pour classer les informations sur la base d'une approche adaptative, même si l'on ne dispose pas de données solides ou si l'on n'a pas la possibilité de recueillir d'autres données. »

Évaluateur – Italie



Pour d'autres résultats de cet atelier et des informations sur la gestion des données, lire [le rapport complet](#) de l'atelier de bonnes pratiques.





RETOUR AUX FONDAMENTAUX: ÉVALUATIONS À L'ÉCHELLE LOCALE

Comment l'évaluation de LEADER/CLLD au niveau des GAL est-elle liée à l'évaluation à l'échelle du PDR?

L'évaluation des contributions des activités mises en œuvre au moyen de la stratégie de CLLD contribue non seulement aux réalisations des objectifs de la stratégie de CLLD, mais aussi à la réalisation des objectifs des domaines prioritaires des PDR.

Quand les GAL doivent-ils réaliser des activités d'auto-évaluation/évaluation?

Cette activité doit être alignée sur l'évaluation du PDR (tel que le spécifie le plan d'évaluation du PDR). Cela garantit que les conclusions de l'évaluation au niveau des GAL contribuent aux activités d'évaluation du PDR.

D'accord, mais comment les GAL peuvent-ils maintenir les coûts de l'évaluation/auto-évaluation à un niveau bas?

C'est simple, en utilisant la même série de questions d'évaluation, de critères d'appréciation et d'indicateurs pour les deux activités.

Les GAL doivent-ils réaliser une évaluation indépendante de leur stratégie de CLLD?

En principe, le GAL est libre de procéder à une auto-évaluation ou de réaliser une évaluation indépendante de sa stratégie de CLLD, ou les deux. Cependant, le GAL doit en définitive suivre les spécifications de sa stratégie de CLLD dans le cadre des dispositions de suivi et d'évaluation.





CALENDRIER – QUOI DE NEUF?

Événements passés:

- **BE – 1^{er} décembre 2016 – Assemblée des réseaux ruraux européens.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **MT – 2 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **IT – 2 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **FR – 5 et 6 décembre – Atelier de bonnes pratiques en matière de gestion des données.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 12 décembre 2016 – Réunion de lancement du groupe de travail thématique « Évaluation de l'innovation ».** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **SE – 6-8 décembre 2016 – Atteindre des résultats grâce au programme CLLD: Mise en pratique de la méthode.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **SE – 14 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **SI – 15 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **FR – 16 décembre 2016 – EvaluationWorks! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **FI – 19 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BG – 22 décembre 2016 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE-WI et LU – 10 janvier 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – 17 janvier 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 18 janvier 2017: 2^e Réunion de lancement du groupe de travail thématique «Évaluation de l'innovation».**
- **IE – 18 janvier 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **EL – 23 janvier 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **EE – 25 janvier 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **PL – 10 février 2017 – EvaluationWORKS! 2016:** Événement de renforcement des capacités sur l'établissement du RAMO 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 21 février 2017 – 4^e réunion du sous-groupe Assemblée des réseaux ruraux européens sur LEADER/CLLD:** Le Helpdesk présente les nouvelles lignes directrices relatives à l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)



- **SK – 22 février 2017 – EvaluationWORKS! 2016:**

Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD.

[Pour en savoir plus >>>](#)

Événements à venir:

Mars 2017:

- **DE – 7-8 mars 2017 – Atelier sur l'évaluation ex-post des PDR 2007 – 2013: Résultats et défis - MEN-D.**

[Pour en savoir plus >>>](#)

Avril 2017:

- **IT – 20 avril 2017 – XX^e Congrès de la Société italienne d'évaluation.** [Pour en savoir plus >>>](#)

Mai 2017:

- **BE – 11 mai 2017– 11^e réunion du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la politique agricole commune:** Le Helpdesk présente ses nouvelles lignes directrices relatives à l'évaluation de l'innovation. D'autres annonces porteront sur le prochain atelier de bonnes pratiques sur les moyens de rendre compte dans les RAMO, l'état d'avancement de la synthèse des évaluations ex post 2007-2013 et les réponses à un questionnaire sur la HVN envoyé aux États membres.

[Pour en savoir plus >>>](#)

- **UK – 10-11 mai 2017 – Conférence annuelle sur l'évaluation 2017: « L'utilisation et la facilité d'utilisation de l'évaluation:**

Démontrer et améliorer l'utilité de l'évaluation »:

Cette conférence abordera la conception des réalisations attendues, l'élaboration de stratégies d'utilisation et la correspondance avec les besoins des utilisateurs, afin que les participants soient davantage en mesure de créer et/ou d'utiliser les ressources de l'évaluation pour le changement, le développement et la responsabilité.

[Pour en savoir plus >>>](#)

- **LT – 18-19 mai 2017 – 7^e Conférence internationale semestrielle sur l'évaluation « Évaluation de l'innovation et innovations dans l'évaluation »:**

Cette conférence constitue une plateforme internationale pour le partage des meilleures idées et pratiques. [Pour en savoir plus >>>](#)



Envoyez
vos questions à:

info@ruralevaluation.eu



Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'unité C4 (Suivi et Evaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint-Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) E-mail: info@ruralevaluation.eu •

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30 • Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA • Collaborateurs: Vincenzo Angrisani, Blanca Casares, Teresa Marques, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova

